## GRÈCE

# Le pari gagné de Tsipras

***Le non au plan des créanciers semblait l'emporter hier au référendum initié par le gouvernement grec d'Alexis Tsipras, portant sur l'acceptation ou non par les électeurs de la dernière proposition de réformes formulée par les créanciers du pays (BCE, UE, FMI), selon deux sondages sortis des urnes.***

Les résultats semblent néanmoins serrés. Un sondage de la chaîne Star donne au non une fourchette entre 49% et 54% contre 46 à 51% au oui. La chaîne Mega donne entre 49,5% et 53,5% au non et entre 46,5% et 50,5% pour le oui. Le gouvernement du Premier ministre de gauche radicale Alexis Tsipras a prôné le non.

### «Coincés entre le loup et le lion»

Que les Grecs aient voté oui ou non à la proposition des créanciers du pays, c'est rarement le cœur léger et beaucoup avaient surtout l'impression de choisir entre se faire dévorer par le «loup» ou le «lion».

Pour Dimitris Kavouklis, un commerçant de 42 ans, c'est «un choix entre deux solutions dures et mauvaises». Son fils dans les bras, devant un bureau de vote du quartier bourgeois de Kolonaki, il est bien décidé à «choisir la moins mauvaise solution et donc c'est clairement le oui».

A voir les larmes que Nadia, une professeure d'anglais à la retraite, cache derrière d'épaisses lunettes de soleil, on comprend que le bulletin non qu'elle a mis dans l'urne à Poros, une île près d'Athènes, ne la soulage guère : «On vote non, mais on a peur. Mais quand on vote oui, on a peur aussi. Des deux côtés on a peur», dit cette femme de 63 ans qui a «pleuré toute la journée». Le message de son non ? «Eh bien ce sera terrible pendant deux ans mais après on recommencera du début, car avec le oui, ils nous prêteront de l'argent, mais pour que nous leur rendions ! Et nous serons encore étranglés pendant 60 ans.»

D'autres refusent d'avoir à cocher un camp contre un autre : Nikos Leivaditis, jeune militant communiste, compare le Premier ministre Alexis Tsipras et les créanciers du pays au «lion» et au «loup» : «Tu dois décider qui va te dévorer.»

Devant une école du quartier de Pangrati, le stand de son parti (KKE) appelle à voter nul pour dire un triple «non à l'Europe, aux mesures d'austérité de l'UE et du FMI et non aux propositions de Tsipras».

Les indécis sont d'ailleurs légion à quelques mètres des urnes : «Je ne sais pas encore. Je vote non avec le cœur, oui avec la tête», dit sur l'île de Poros Nadia, vendeuse dans un supermarché, en désignant tristement son cœur, puis son front.

Photos : DR

Alexis Tsipras.

Et à Pangrati, Katerina, 56 ans, qui a voté en janvier pour la formation de gauche radicale Syriza d'Alexis Tsipras, hésite encore : «D'habitude, je sais quoi voter, mais là, l'époque est très difficile, nous sommes anxieux, je ne sais pas.»

### La «joie» de Tsipras, la «rage» de Christos

Mais ceux qui comme Michalis, un octogénaire, ont été les premiers à entrer dans les bureaux de vote, ouverts depuis 7h (4hGMT), sont sûrs de leur choix : «Je vote non parce que je pense que c'est mieux pour le pays», affirme-t-il à Kolonaki.

Vangelis, instituteur au Pirée, et son ami Vassilis, salarié du fabricant d'électroménager AEG, sont deux trentenaires à l'allure cool, en short fluo et barbe de trois jours.

«On vote non. Le risque de quitter l'euro est très faible. Et ce risque, on est prêts à le prendre». Eva, une pédiatre, refuse, dans un français parfait, de «dire amen aux banquiers et aux créanciers».

Dans le camp des opposants, Theodora, journaliste à la retraite, «prie à genoux» pour que le oui l'emporte, lançant un regard à l'église orthodoxe voisine d'où s'échappent des chants mélodieux. «Une fois qu'on est entrés dans un club, on accepte les règles du club.»

A Metaxourgio, un quartier populaire et branché d'Athènes, Christos Papadopoulos, ancien fonctionnaire européen qui a vécu 30 ans à Bruxelles, n'a pas de mots assez durs pour dénoncer le «chantage» du Premier ministre Tsipras, «ce porc». «C'est inacceptable de jouer avec notre futur. Je voterai oui, avec rage», rugit-il.

L'enjeu du scrutin et la conviction d'Athanasios, salarié d'un fonds d'investissement à Paris, sont suffisamment forts pour l'avoir poussé à faire le voyage jusqu'à Athènes et le quartier contestataire d'Exarchia où il vote : «On vote oui pour l'avenir de la Grèce, pour qu'elle reste dans la zone euro et dans l'Union européenne.» «Evidemment que je ne suis pas pour les mesures d'austérité proposées par les créanciers, on ne vote pas oui avec un grand sourire aujourd'hui», dit-il. C'est pourtant détendu et souriant qu'Alexis Tsipras est arrivé à son bureau de vote dimanche à Athènes, convaincu que ce référendum exceptionnel «est un jour de fête et de joie».

# Une guerre sociale maquillée en plan de sauvetage

***Commentant devant la Chambre des Lords, au début des années 1980, la politique de celle qu'on avait surnommée la Dame de fer, Mrs Margareth Thatcher, l'économiste britannique d'origine magyare Nicholas Kaldor eut ces propos cinglants : «Elle a fait de l'économie britannique un désert et elle l'a appelé stabilité»[1] (They create a desert and call it stability).***

Quelle image aurait utilisée aujourd'hui le célèbre disciple de Keynes, pour qualifier l'entreprise de dévastation méthodique et systématique, infligée à la Grèce depuis 2010, sous couvert de plan de sauvetage, par l'armada liguée de la finance internationale, des multinationales, de la ploutocratie grecque et des institutions coalisées à leur service, Commission européenne (CE), Banque centrale européenne (BCE), FMI, gouvernements, experts et think tank de tout poil, sans oublier la toile mondiale des médias aux ordres.

Sous l'enseigne de l'entreprise d'assainissement financier et des «réformes structurelles», le système capitaliste global déroule implacablement sa mécanique funeste sur le cobaye grec.

A ciel ouvert. Business as usual, comme ils aiment à le dire avec cynisme. En effet, un air de déjà entendu sinon de déjà vu ou presque, du côté de chez nous.

En l'espace de moins de cinq ans, la Grèce s'est vu imposer par la fameuse troïka (CE, BCE, FMI) pas moins de huit plans d'austérité successifs transformant l'économie grecque «en équivalent financier de la bande de Ghaza», pour reprendre la formule saisissante d'un blogueur irlandais.

Parce qu'il s'agit bel et bien d'armes de guerre sociale dont notre peuple n'est pas à l'abri, le lecteur algérien doit en prendre connaissance, même très succinctement, pour en imaginer la puissance destructrice.

En voici les éléments essentiels, repris schématiquement d'un grand quotidien parisien[2].

### HUIT PLANS D'AUSTÉRITÉ

**- Premier plan d'austérité automne 2009**

Réduction de 10% des dépenses de fonctionnement de l'Etat.

Gel des recrutements et des salaires supérieurs à 2 000 euros dans la fonction publique.

Fiscalisation des primes des fonctionnaires.

Réduction des conseils d'administration des entreprises publiques et de leurs salaires.

Etablissement de l'impôt sur la succession et sur la grande fortune foncière.

Privatisations de propriétés foncières de l'Etat.

**- Deuxième plan d'austérité mars 2010**

Augmentation de deux points de la TVA ;

Augmentation des taxes sur les alcools (+ 20%), le tabac (+ 63%), les carburants et les produits de luxe ;

Gel des pensions de retraite des fonctionnaires et des salariés du privé ;

Coupes de 60 % du 14e mois des salariés du public et de 30 % du 13e mois des employés dans le privé.

**- Troisième plan d'austérité mai 2010**

Age légal de départ à la retraite (de 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes) désormais lié à l'espérance de vie moyenne et durée de cotisations portée de 37 à 40 ans d'ici à 2015.

Prolongation du gel des salaires dans le secteur public.

Suppression des 13e et 14e mois de salaire des fonctionnaires gagnant plus de 3 000 euros par mois.

Réduction de 8% des indemnités des fonctionnaires.

Suppression des 13e et 14e mois de pension pour les retraités.

Nouvelle augmentation de deux points de la TVA, de 21 à 23 %.

Augmentation de 10 % des taxes sur les carburants, l'alcool et le tabac.

**Par Abdelatif Rebah**

Libéralisation des marchés des transports et de l'énergie.

Possibilité pour les entreprises de licencier plus de 2 % des effectifs par mois, une mesure jusque-là interdite.

**- Quatrième plan d'austérité juin 2011**

Seuil général d'imposition abaissé à 8 000 euros par an.

Taxe professionnelle de 450 euros par an imposée aux auto-entrepreneurs.

Hausses de la TVA et des taxes sur le fuel de chauffage.

Durcissement des critères pour les allocations sociales, y compris de chômage, et réduction de certaines retraites complémentaires.

Non-remplacement de 9 fonctionnaires sur 10.

Possibilité de licencier des employés d'organismes publics supprimés ou fusionnés.

Privatisations massives (ports et aéroports, la Poste, énergie, paris sportifs, banques).

**- Cinquième plan d'austérité septembre 2011**

Réduction de 20% des retraites supérieures à 1 200 euros par mois.

30 000 fonctionnaires «mis en réserve».